

Le libertaire

QUOTIDIEN ANARCHISTE

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Nous tuerons tous les fascismes...

Je prête serment que lorsqu'il s'agit de la patrie et du fascisme, nous sommes prêts à tuer comme à mourir.

Mussolini, 28 janvier 1924.

Le fascisme italien vient d'avoir sa grande manifestation à Rome, le 28 janvier et, Mussolini, applaudi par une assemblée de soudards et d'hystériques, a pu prononcer son éloge et l'éloge de son œuvre. Avec un cynisme inouï, il s'est complu à décrire les bienfaits du fascisme et les douceurs du régime mussolinien. Il a souligné, par exemple, que « la révolution fasciste n'avait pas institué de tribunaux spéciaux, n'avait pas provoqué de sacrifices de vies humaines et n'avait pas promulgué de lois exceptionnelles ». En quoi, il avait certainement raison, puisqu'il jugea plus simple de faire assassiner ses adversaires au coin des rues.

« Le fascisme et le Gouvernement, continua M. Mussolini, sont une seule chose, mais leurs fonctions et conséquemment leurs responsabilités sont différentes », formule que n'eut pas répudiée le Machiavel.

Et c'est alors qu'affirmant sa haine des « partis subversifs », Mussolini s'écrit : « Nous sommes prêts à tuer ! » aux applaudissements frénétiques de ses énergumènes. « Le fascisme, continua le dictateur, tout en étant un phénomène proprement italien, revêt désormais l'aspect d'une expérience mondiale... Voyez la Russie revenue au capitalisme, l'Allemagne indécise, la France où la lutte entre les fractions syndicales et les fractions politiques a dépassé son point de crise, l'Angleterre où la comédie travailliste triomphe (avertissement aux rebelles indiens).... Le fascisme est, désormais, un phare de lumière qui de Rome, illumine le monde... » Et ce fut la conclusion, claire et brève : « Je prête serment que lorsqu'il s'agit de la patrie ou du fascisme, nous sommes prêts à tuer comme à mourir ! »

Et c'est maintenant qu'il est curieux de jeter un regard vers les Soviets. Non satisfait de s'être ridiculisé par les cérémonies mortuaires qui entourèrent la fin de Lénine, la dictature rouge se complait en d'odieuses déclarations. Au moment même où Mussolini affirme froidement son intention de briser tout effort révolutionnaire, au moment où il s'avoue prêt à noyer dans le sang toute tentative de libération, un représentant des Soviets, M. Tchitcherine à la front de déclarer textuellement : « Avec l'Italie, nous sommes en bonne voie. Tant d'intérêts communs, politiques et commerciaux, poussent nos pays l'un vers l'autre, que le rapprochement est dans la force des choses. » Ainsi, pendant que le fascisme italien proclame sa volonté de meurtre, le fascisme de Moscou ne trouve rien de mieux que d'entamer des pourparlers cordiaux avec lui. Et les deux dictatures établissent un pacte qui sera, elles le savent, scellé dans le sang des travailleurs !

Mais, après tout, pourquoi s'indigner contre de tels procédés ? Existe-t-il seulement une différence entre la dictature italienne et la dictature de Moscou ? Quand on rapproche les déclarations faites le même jour par Mussolini d'une part, et Tchitcherine d'autre part, on sent toute la basseesse de la comédie jouée durant des années par les politiciens rouges. Lorsque Mussolini montre la beauté du fascisme dont le but est,

avant tout, de rendre la nation italienne forte et prospère, doit-on pour cela fertiliser son sol par des milliers de cadavres, on est si près de Tchitcherine ! du Tchitcherine patriotard qui proclame à la même heure : « Nous sommes sur le qui-vive et notre magnifique armée est prête à parer à toutes les éventualités. L'intégrité de nos frontières, la sécurité de nos côtes et de nos eaux, le libre usage de nos routes maritimes, de nos communications fluviales et autres, voilà à quoi nous aspirons. »

Et les constatations sont simples, à Moscou comme à Rome : même mentalité, mêmes procédés, même nationalisme étroit. A Rome comme à Moscou, même mépris de la vie humaine. En Italie, depuis longtemps, on tue dans la rue ; c'est simple et c'est moins hypocrite qu'en Russie où l'on vous fait comparaître devant des semblants de tribunaux pour vous assassiner légalement.

L'Italie et la Russie s'efforcent, aujourd'hui, d'internationaliser leurs méthodes. En France, le fascisme rouge a déjà fait ses essais, rue de la Grange-aux-Belles, et s'est montré plus dangereux que le fascisme d'*Action Française*.

Mais que les fascistes, d'où qu'ils viennent, ne poussent pas leurs cris victorieux. *S'il sont prêts à tuer, nous sommes prêts à nous défendre*, et nous nous défendrons. Nous n'admettrons de dictature ni de Moscou ni de Rome, et nous saurons faire voir au Fascisme qu'il doit compter avec l'Anarchie.

GEORGES VIDAL.

Comment l'Administration pénitentiaire exécute les décisions du Ministre de la Justice

Mercredi matin Jeanne Morand était officiellement autorisée à rendre visite à sa mère gravement malade.

Malgré tout elle n'a été extraite de la Centrale de Reims que jeudi à midi. — Avec un jour de retard, pourquoi ?

Un télégramme d'elle parvint à sa famille jeudi soir, annonçant qu'elle était entrée pour la prison de Corbeil où elle partagerait le même soir et d'où elle partagerait le lendemain matin pour venir serrer contre son cœur sa chère malade.

De Paris, Jeanne Morand pouvait se rendre avec beaucoup de facilité chez ses parents ; on ne peut pas dire qu'il en sera de même de Corbeil. Pour quelles raisons en ce cas l'a-t-on incarcérée à la prison de Corbeil plutôt qu'à celle de Saint-Lazare ?

Ne serait-ce point pour la priver de la visite réconfortante de ses amis parisiens ?

Mesquine vengeance, alors, d'une administration qui n'a pas digéré son dernier échec ; qui ne put, comme elle en avait manifesté l'intention, refuser à une prisonnière politique de répondre à l'appel de ses camarades et un tirage forcément restreint !

Mais, malgré tout, nous ne voulons ni

augmenter le prix du numéro ni réduire

notre parution. Toutefois c'est là un gros effort que nous nous imposons et nous avons le droit de compter sur l'aide toujours plus forte de nos amis et de nos lecteurs.

Camarades, soutenez le *Libertaire*, soutenez votre journal !

Mac Donald et la Russie

Londres, 31 janvier. — L'Agence Reuter publie l'information suivante :

On laisse entendre qu'il se peut que l'on annonce la reconnaissance du gouvernement russe avant le 12 février prochain, date à laquelle le Parlement britannique se réunira à nouveau. Aucune condition préliminaire ne sera peut-être attachée à cette reconnaissance.

A-COTÉS

Je lis ceci dans un petit journal radical de province :

Il faut être prêt à tous les sacrifices — et même — si cela est nécessaire — employer différents artifices : la tromperie, les méthodes illégales, le silence, la dissimulation de la vérité, ne serait-ce que pour pénétrer dans les syndicats, pour y rester, développer à tout prix dans leur sein l'activité communiste.

Lénine.

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bonté et de nos mœurs appauvries imbeciles et aux huées fanatiques.

Jaurès (Discours à la Jeunesse).

Il serait malaisé de trouver deux textes s'opposant plus nettement. Il faut, d'ailleurs, reconnaître que les gouvernements russes, avec leur brutalité coutumière, ont depuis longtemps rejeté toute parenté avec Jaurès, cet esprit petit bourgeois.

Mais l'on peut se demander comment nos petits communistes peuvent concilier les thèses de leurs deux idoles.

Ne serait-ce pas qu'il s'en tiennent, au fond, au seul Lénine ? Leur ostentatoire vénération de Jaurès ne serait-elle pas la mise en pratique des idées de leur maître : la tromperie, la dissimulation de la vérité ? C'est si bien dans leur nature ! El somme toute, c'est le seul hommage que leur petite puise rendre, indirectement, à la mémoire du tribun. — CHAB.

AUTRES TEMPS, AUTRES MOEURS



POINCARÉ. — Ne craignez rien, je ne suis plus révolutionnaire comme en 1883.

Notre gérant Chauvin en correctionnelle

Notre camarade Chauvin, poursuivi pour de nombreux articles parus dans le *Libertaire*, était amené hier après-midi devant la onzième chambre du tribunal correctionnel pour y répondre du délit de « provocation au pillage et au meurtre » à l'occasion d'une étude de Schapiro sur « les Anarchistes et la Violence ».

Chauvin déclara qu'il ne reconnaissait pas au tribunal la compétence nécessaire pour le juger et fit connaître aux juges sa volonté de faire défaut sur le fond.

— C'est votre droit, lui dit le président ? — « Et j'en use », rétorqua notre ami, tandis qu'il demandait aux gardes de le ramener à la prison de la santé.

En l'absence du prévenu, les automatiques distributeurs de peines continuèrent leur triste besogne.

Il n'y a pas que M. Maurras à récolter la généreuse maine du président Thomas.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

L'action directe au Cinéma

Berlin, 31 janvier. — Quatre jeunes gens ont fait irruption hier dans la cabine de l'opérateur d'un cinéma où on représentait le film nationaliste *Fredericus Rex*. Tandis que deux revolver tenaient en respect l'opérateur, les appareils ont été démolis à coups de marteau. Les coupables ont ensuite pris la fuite et demeurent inconnus.

Cet avvertissement suffira sans doute, pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

pour que ce directeur de ciné n'impose pas son public de films qui ne sont que le prélude de la prochaine guerre.

— Cet avvertissement suffira sans doute,

nage se déroule ; ça l'amuse « de voir la guerre » dont il a entendu déjà parler, à laquelle il n'a pas pris part le pauvre ! et il éprouve un véritable plaisir à regarder le soldat bleu horizon plonger son couteau dans le dos du soldat allemand.

Et son engouement ne connaît plus de bornes quand il assiste au spectacle du soldat français plongeant sa baionnette dans le ventre du soldat allemand.

Dès lors, si vous n'y prenez garde, votre enfant s'acheminer sur une mauvaise voie qu'il lui sera, par la suite, impossible d'abandonner, tellement son cerveau aura subi l'emprise mauvaise, tellement son cœur aura été souillé par les écrits de haine et de meurtre si chers à M. Bruneau, militaire.

Le pharmacien vous aura donné en même temps que son remède, un poison, un poison destiné à tuer tout sentiment élevé et généreux dans l'âme de votre enfant.

MAISON A POYCOTTER QUE CETTE PHARMACIE DU 30 DE L'AVENUE DE LA REPUBLIQUE, A ISSY-LES-MOULINEAUX. Maison recommandée spécialement aux victimes de la guerre, ose imposer ce pharmacopole revanchard qui en guise de tranchées ne connaît peut-être que celles des clients qu'il a guéri.

Quel cynisme que d'aller vanter les beautés de la guerre à ses pitoyables victimes !

Ce qui est plus grave, c'est le cas de cette institutrice d'Issy-les-Moulineaux qui a eu le triste courage de donner l'image d'Epinal à une de ses élèves.

Que cette demoiselle soit cette dame me permette de lui dire, avec tout le respect et toute la déférence due à son sexe, qu'elle a une conception très... spéciale de l'éducation des petits.

Je souhaite que l'Ecole Emancipée lui fasse la réclame que mérite sa mauvaise action.

Je ne publierai pas son nom pour ces deux raisons que je ne le connais pas encore — mais je le saurai sous peu — et que je ne veux faire à cette dame ou demoiselle nulle peine, même légère. Il est vrai que cette peine pourrait être compensée par l'avancement qu'elle ne manquera pas d'obtenir de la part de ses supérieurs — s'ils sont au courant des faits et gestes de cette institutrice — pour u services rendus à la patrie dans l'exercice de ses fonctions.

Et maintenant, pour lutter efficacement contre tous ces précheurs de guerre entre peuples qui ne se connaissent pas suffisamment pour sincère s'aimer du moins ne pas se hater, que devons-nous faire ?

A mon avis, il faudrait fonder des journaux exclusivement antiguerrriers, organiser sans relâche des tournées de conférences contre la guerre, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

C'est la tâche la plus urgente à réaliser à mon sens.

Les moindres bourgades devraient être visitées, recevant périodiquement des orateurs. Chacun de ces réunions devrait être contradictoire, toute personne sincère ayant le droit d'exposer ses vues en toute liberté.

Il faudrait pouvoir rallier à soi tous les ennemis déterminés d'une guerre, quelle qu'elle soit, quels qu'en puissent être les moyens.

Il faudrait que les antiguerrriers fussent tous sous un même drapeau sans distinction de tendances ou de conceptions philosophiques, pourvu qu'ils n'aient qu'un seul but : s'opposer à la guerre.

Prochainement l'expliquerai plus longuement comment pourrait se faire cette propagande et je reproduirai — car elle mérite d'être reproduite — la réponse de Paul Reboux — l'auteur des Drapeaux — à l'enquête du Peuple sur la paix.

Car l'heure de se compter est sonnée pour tous les pacifistes de bonne volonté !

Lucien LEAUTÉ.

Les étudiants royalistes à la Sorbonne

Il y a, parmi les nombreux professeurs d'esprit indépendant, à la Sorbonne, un professeur de philosophie particulièrement intelligent. Il reste hors des mouvements nombreux par quoi ses collègues plus dogmatiques cherchent à influencer la jeunesse attentive, et ne fait ses conférences qu'avec un sourire charmant. Il lui échappa, l'autre soir, — mais il s'amusa un peu, comme toujours — au propre jeu de son raisonnement, que rien n'était plus anarchique que la logique, que le rationnel, l'enregistrait la déclaration avec un plaisir d'autant plus vif que, selon mes goûts, c'est là le vrai fondement de l'anarchie ; mais je songeai aussitôt que, pour scolaire, cette affirmation en régime autoritariste, devait déplaire à certains d'entre nous, jeunes royalistes bluffeurs qui ne voient guère plus loin que les articles si mornes de Charles Maurras, dont le nationalisme baigne dans la toujours même solution bréhaine, — je n'avais point tort d'imaginer que ces messieurs à l'épiderme trop sensible, — mettions très excitable, ce qui expliquerait de très nombreuses anomalies — se fâchaient. Ils l'ont fait aujourd'hui, avec cet esprit malicieux des vieillards qui, retombés en enfance, croient découvrir le monde sur une image de couleurs très vives, en collant contre l'avis d'absence que cet excellent professeur, fatigué, avait fait afficher, un papillon représentant une main armée d'un revolver dont la fumée dessine un casque à pointe, avec cette inscription : « Assassinat de Marius Plateau. »

Voilà, vous dis-je, une vengeance intelligente et spirituelle. S'il est vrai que le militarisme prussien ait tué Marius Plateau, c'est que celui-ci devait représenter le militarisme français et que la jeune fille hardie sous l'arme de laquelle il tomba devait l'un aussi bien que l'autre. S'il n'y avait pas eu de militarisme allemand, jeune royaliste à bec jaune et talons rouges, le militarisme français n'aurait qu'à disparaître. C'est donc bien parce qu'il y avait un militarisme allemand que Marius Plateau a été condamné, lui qui suscitait la réplique offensive par delà la frontière !..

Mais la faute est à ceux qui osent parfois besogner, tandis que des millions de pauvres diables se tuent, par besoin, autrement et pour le profit d'une société bien peu reconnaissante.

S'il y a, parmi les jeunes royalistes qui fréquentent la Sorbonne, des esprits sincères et droits — pourquoi pas ? — je leur propose de réfléchir sur ce geste parfaitement ridicule. Puissons-ils comprendre enfin que la bonté vaut mieux que la haine.

PAUL ROGER.

En pleine réaction

Depuis l'armistice, depuis surtout le recul de la Révolution russe et l'échec des Révolutions allemande, hongroise, et de la prise de possession des usines en Italie, il ne se passe point de jour sans qu'il nous arrive de partout le récit de brutalités perpétrées, ou de crimes à commettre.

Avec la Russie, où l'on brime et où l'on emprisonne toujours, par ordre administratif, les révolutionnaires qui osent ne pas penser comme les dictateurs du Proletariat ; la Hongrie où règne toujours une sombre terreur ; la Bulgarie — notamment depuis l'échec de la dernière révolte ouvrière — semble être plus spécialement sous le joug d'une caste qui, à l'instar des inquisiteurs moyenâgeux, ne reculent devant rien pour assouvir, toujours plus, une domination un instant menacée.

Depuis la chute et la mort de Stamboulysky, qui n'était pas tendre, pourtant ! avec les révolutionnaires, la réaction bulgare ayant à sa tête le boureau Zankoff, s'est évertuée à chercher un moyen pour mater définitivement ce qui gêne les gouvernements — qu'ils soient royalistes ou républicains : l'opposition révolutionnaire.

Une loi pour la défense de l'Etat vient donc d'être votée au Parlement bulgare ; cette fameuse loi contient dix-huit articles dont voici les points essentiels :

1^o Toutes les organisations qui combattent le régime actuel, basé sur la propriété privée, sont interdites ;

2^o Chaque membre de ces organisations est passible d'une peine de quinze années de prison, et de 300.000 à 400.000 leva d'amende (1 franc vaut 7 leva) ;

3^o Il est prévue une peine de mort pour propagande subversive dans l'armée ;

4^o Seront punis de cinq années de prison et d'une amende de 40.000 à 50.000 leva tous ceux qui par leur propagande menaceront la sécurité de l'Etat ;

5^o L'édition de journaux, de revues à tendance révolutionnaire est interdite ;

Il est absolument défendu d'imprimer de pareilles éditions paraissant à l'étranger ;

6^o Toutes les œuvres littéraires contenant des idées subversives sont condamnées à l'autodafé.

Cette loi est déjà votée, et son application immédiate.

Une seconde loi qui vient aussi d'être votée, amnistie les victimes de septembre 1923 — en excluant bien entendu, les investigateurs ; entendez par là tout ce qui est révolutionnaire conscient.

Rappelons qu'en septembre dernier, lors des événements insurrectionnels, plus de 10.000 personnes, agrariens et révolutionnaires, y compris femmes, enfants et vieillards, périrent assassinées par les bandes mercenaires.

C'est ainsi qu'à Lom, petite ville située sur le Danubé, 2.000 arrestations d'hommes, de femmes et d'enfants furent opérées. La nuit venue, on les embarqua sur des bateaux et, sans aucun jugement, on les fusilla et on les jetait ensuite dans le Danube !

Sous le règne de Stamboulysky, le *dapayen* (synonyme de *dapayen* ignorant) comme on l'appelait en Bulgarie, on emprisonnait et on tuait aussi les révolutionnaires, mais on ne brûlait pas les livres.

Prochainement l'expliquerai plus longuement comment pourrait se faire cette propagande et je reproduirai — car elle mérite d'être reproduite — la réponse de Paul Reboux — l'auteur des *Drapeaux* — à l'enquête du *Peuple* sur la paix.

Car l'heure de se compter est sonnée pour tous les pacifistes de bonne volonté !

Lucien LEAUTÉ.

Les inquiétudes de Nourrisson

Je viens de trouver le citoyen Nourrisson, l'œil inquiet, devant un bureau de placement.

— Quoi de neuf ?
— Ça va, ça va !
— Tu cherches du travail ?

— Non, mais je me renseigne.

Il faut vous dire que Nourrisson a un emploi civil dans l'armée rouge. C'est lui qui « fonde » les syndicats et qui fournit des titres manuels aux paladins du P. C. Il a déjà fondé entre autres le syndicat des « Habitués de la voiture à bras », dont Rosmer est président ; le syndicat des « Chômeurs permanents » qui a pour secrétaires l'infatigable Tomasi ; le syndicat des « Témoins autorisés », dont le recrutement se fait autour des maires. Ce dernier syndicat arrive à point. Il est chargé d'établir que Poncet et Clos se sont suicidés pour empêcher le P. C.

C'est Nourrisson qui a trouvé un certificat de travail pour le « fraiseur » Werth et un crayon mécanique pour le « dessinateur » Bois.

La place est bonne. La solde mensuelle est de 1.000 francs. L'indemnité de campagne est aussi de 1.000 francs. Chaque syndicat « bien constitué » lui vaut une prime de 100 francs. Il n'y a pas encore de tarif pour les parchemins nobiliaires.

Or donc, le citoyen Nourrisson se renseignait au bureau de placement.

— Les Russes font des bêtises, me dit-il à l'oreille.

— Comment cela ?
— Ben oui ! Tiens, entre nous, Lénine a été empoisonné. Trotsky est révoqué. Radeck est détroné. Le bolchevisme est compromis par les super-bolcheviks.

— Evidemment, ces divisions sont redoutables...

— Néfastes, mortelles ! La révolution est fichue, surtout en France.

— Comment, au pays de Cachin ?
— Mais oui, tu ne comprends donc pas ? S'ils se dévorent là-bas, ils ne pourront plus nous aider ! Adieu, les agréables rafales monétaires des successeurs de Raffalovitch ! C'est la mort de nos feuilles de saison, c'est le régime sec pour les nombreux et dévoués militants qui portent la bonne parole. Et tu connais la formule sacrée et consacrée de la maison : Pas d'argent, pas de militants !

— Tu m'épouvez ! Ce serait la fin de l'Apocalypse !

— Aussi, je me précautionne.

— Oui et non. J'espère bien trouver ici deux ou trois pauvres bougres. Nous formerons le syndicat des « Vendeurs de biens le jour des Rameaux ». Je me fai bombarde secrétaire permanent et je me fais verser une année d'appointements.

— Tu cherches un emploi ?
— Oui et non. Je crois bien trouver ici deux ou trois pauvres bougres. Nous formerons le syndicat des « Vendeurs de biens le jour des Rameaux ». Je me fai bombarde secrétaire permanent et je me fais verser une année d'appointements.

— Tu cherches un emploi ?
— Oui, je me précautionne.

— Oui, tu es capable de « bouffer » la Révolution pour lui conserver un révolutionnaire !

Le citoyen Nourrisson ne me répondit pas. Il me regarda, l'œil mauvais, et disparut dans le couloir gluant de l'office de placement.

B. TRAVE.

N. 23 DE

La Revue Anarchiste

Le métier d'homme. Comment se fabriquent les vertus. Roger DÉVIGNE.
Un songe de Socrate. HAN RYNER.

Les idées d'un Utopiste sur l'Europe (traité du danois par Emile Manus), J.-J. IRSEN.

Le Mouïk, Brutus MERCEREAU.

L'Opposition ouvrière en Russie (fin), KORTONTAI.

Revue des Revues, Maurice WULLENS.

La Vie littéraire, VIGNÉ D'OCTON.

On s'abonne à la Librairie sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10).

Tarif des abonnements :

FRANCE	ETRANGER
Un an : 15 fr.	18 fr.
Huit mois : 10 fr.	12 fr.
Quatre mois : 5 fr.	6 fr.

SALLE DES FETES de la "BELLEVILLOISE", 23, Rue Boyer (Métro : Martin-Nadaud)

Matinée artistique, poétique et musicale au profit du « LIBERTAIRE »

DIMANCHE 3 FÉVRIER
à 14 h. 30 précises

PREMIERE PARTIE :

1. Ouverture : Marche de la Sérénade (Beethoven).
2. Chansons réalistes.
3. Poèmes.
4. Poèmes.
5. Chansons de Béranger.
6. Poèmes.
7. Poèmes.
8. Trio de Mendelssohn.

DEUXIEME PARTIE :

1. Fantaisie sur Manon.
2. Chansons de Ch. d'Avray.
3. Poèmes de Richepin et de Victor Hugo.
4. Chansons de Paul Verlaine.
5. Chansons vécues.

Le mariage forcé

de Molière

Interprété en costumes de l'époque par la Roulotte

L'on trouve des cartes à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc. — Prix d'entrée : Trois francs.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos ♦♦♦ ♦♦♦ d'un Paria

Un scandale chasse l'autre. C'est-à-dire que le régime bourgeois en lui-même est un scandale perpétuel.

Mais l'esclavage, la misère, l'exploitation échontée d'une catégorie d'êtres humains, la jouissance effrénée d'une classe parasitaire, tout ce qui, pour nous, est la chose la plus abominable, le scandale que chaque jour nous dénonçons, n'en constitue pas un pour ceux qui sont les propriétaires du régime. Cela est pour eux, et cela se connaît, très naturel.

Ainsi quand la grande presse crie au scandale, imprime ce mot en manchette, ce n'est pas du tout dans le même sens que nous le comprenons. Ceci arrive généralement lorsqu'une équipe de requins risque par sa voracité, de faire du tort à une autre fraction, non moins vorace, mais n'appartenant pas au même clan, au même groupement financier, pompeusement qualifié parti. C'est ainsi que nous avons vu le scandale de Panama, celui de la liquidation des biens des congrégations où s'illustre Millerand, et combien d'autres... Aujourd'hui, c'est celui des « Régions libérées » qui provoque à la tribune de la Chambre des discours sans nom. Naturellement dans les journaux, c'est la question du jour. Le député socialiste Inghez attache le grelot. Dandet lui-même fit chasser et déclara qu'il n'hésiterait pas à embrasser sur les

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La Chambre a voté, avant-hier, la révision des dossiers de dommages de guerre supérieurs à 500.000 francs.

Personne n'ignore le scandale des régions libérées. Après avoir gagné des millions en fabriquant des canons et des munitions, les mercants du patriottisme se sont abattus sur les charniers pour satisfaire leur appétit jamais rassasié. Alors que le petit sinistre était incapable de toucher les quelques sous indispensables pour rebâtir sa pauvre masure, le gros industriel, avec la complicité des fonctionnaires officiels, touchait des sommes fabuleuses qui lui permettaient, non seulement de reconstruire ses usines, mais de réaliser en même temps un notable bénéfice.

Le vote de la Chambre, qui ne sera probablement pas ratifié par le Sénat, ne viendra pas empêcher les gros financiers de danser en rond. Mais la grande presse méne déjà la campagne, et proteste contre ce qu'elle prétend être une erreur de la Chambre.

Le Temps d'hier au soir déclare qu'il se dégagé de ce vote un fait singulièrement grave, que la Chambre est en train de voter une loi des suspects, et qu'une menace plane sur la foule des sinistres.

La foule des sinistres est pour Le Temps les gros, dont les indemnités se sont élevées à plus de 500.000 francs, et nous n'avons jamais vu ce journal protester contre les difficultés qu'avaient les petits pour toucher ce qui leur revenait de droit. Il est évident que les lois sont faites pour soutenir les faibles contre les forts, et lorsque par hasard, prise au dépourvu, la Chambre semble défendre des intérêts opposés à ceux de la mercante, toute la presse se dresse pour dénoncer le « scandale ».

Nous n'avons aucun doute à ce sujet. Les grands voleurs des « régions libérées » continueront à ne pas être inquiétés et si par malheur, l'un d'eux tombe entre les griffes de la justice, il sera bien vite rendu à la liberté avec une amende de 500 francs alors que ses détournements s'élèveront à quelques millions.

En Allemagne, le Palatinat est à nouveau théâtre de luttes sanglantes, et mardi soir, le deuxième maire de Rocheim, M. Ernest Gumberger, a été attaqué par trois jeunes gens. Alors qu'il arrivait à la hauteur du cimetière, il a été atteint par quatre balles de revolver. La victime est un chef séparatiste, et c'est le quatrième en moins d'un mois qui tombe victime d'attentats nationalistes. Nous avons dit dans le Libertaire ce que nous pensions de ces luttes politiques ou la phobie du pouvoir conduit les hommes jusqu'au crime.

Pendant que s'entre-tuent les politiciens, l'agitation ouvrière suit son cours. Ainsi que nous le disions hier, les usines ont été obligées de fermer leurs portes, et tout naturellement la police arrête les révolutionnaires qui conduisent le mouvement.

En Angleterre, les cent mille mineurs qui avaient dû quitter le travail par suite de la grève des chemins de fer, ont réintégré la mine et tout est normal pour le moment.

Pour les dockers, les patrons consentent à discuter avec les représentants des ouvriers, et il est possible qu'un accord règle le différend avant le 16 février, date à laquelle les dockers menacent de se mettre en grève.

Aux Indes, la grève des filatures continue, sans que les patrons et les ouvriers soient revenus sur leurs décisions.

De Cuba, nous apprenons que trois de nos camarades sont entre les griffes de la justice et qu'on cherche à monter là-bas une affaire semblable à celle de Sacco et Vanzetti. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de ce nouveau crime qui se prépare, et prendront toutes dispositions pour défendre nos amis victimes de la réaction internationale.

RUSSIE

TROTSKY EST VIVANT

Riga, 30 janvier. — On avait fait courir le bruit que Trotsky avait été assassiné. Un démenti officiel a été publié.

Ouf. Heureusement, sans quoi il aurait fallu que le prolétariat russe, qui crève de faim, subisse encore quelques millions de rouilles pour faire tirer, en l'honneur de Trotsky, des feux d'artillerie dans toute la Russie.

ANGLETERRE

L'IMPOT QUI TUE

Le Daily Herald, journal syndicaliste anglais, croit savoir QU'EN PRINCIPE, le général Thompson, ministre de l'air britannique, désapprouve la pratique mise en œuvre en Mésopotamie par les autorités et qui consiste à faire BOMBARDE PAR AVIONS LES VILLAGES DONT LES HABITANTS SE REFUSENT A PAYER LES IMPOTS.

M. le général travailliste est opposé en principe à ces manœuvres. Comme le gouvernement de Moscou est ennemi en principe de l'emprise étrangère, n'est-ce pas ?

C'est ce que l'on appelle sans doute la civilisation britannique : bombarder des malheureux qui ne peuvent se courber devant l'imperialisme de l'Angleterre.

Allons, les adversaires de principes ne changeront rien à ces meurs coloniales, et ils feront comme les autres, ils les perpétueront. Nous avons l'exemple de la Russie.

LES REVENDICATIONS DES DOCKERS

Londres, 31 janvier. — Une conférence a été convoquée pour mardi prochain entre les délégués des dockers et les représentants des compagnies pour essayer d'éclarer la grève des dockers, qui doit éclater le 16 février. L'organisation centrale du trade-unionisme s'emploie activement à empêcher le conflit.

ALLEMAGNE

LES GREVES DE LA RUHR

La grève qui a éclaté dans les mines de lignite de la région de Cologne continue ; elle englobe la mine Donatus à Lübars, qui, seule, jusqu'à présent, avait continué le travail.

Cinq à six cents grévistes des autres mines ont pénétré hier dans les bâtiments. Après avoir brisé les portes, ils ont obligé les ouvriers à cesser le travail.

À Elberfeld, à Barben, à la frontière des territoires occupés, la grève des ouvriers du textile, de la métallurgie, des transports et du bâtiment se poursuit.

Les transports en commun ont interrompu tout trafic. La direction du tramway aérien de la vallée Wupper a congédié tout son personnel en grève. Les fonctionnaires municipaux continuent à refuser tout service.

A Crefeld, les négociations engagées dans l'industrie du textile, en vue de la reprise du travail, ont échoué. Les ouvriers réclament un salaire horaire de 60 pfennigs or.

La lutte engagée dans la métallurgie, pour le maintien de la journée de huit heures, a échoué. Les représentants du syndicat des métallurgistes allemands (Metallarbeiterverband), réunis à Dortmund, ont décidé de retirer l'ordre de grève.

Une résolution votée à l'issue de la réunion déclare que le syndicat ne s'incline que devant la nécessité et l'impossibilité où il se trouve de continuer la lutte contre les industriels soutenus par les syndicats chrétiens et hirschnucker. Il ne reconnaît pas l'accord de Berlin abolissant la journée de huit heures et reprendra la lutte dès qu'il le pourra.

Les représentants de la région de Dusseldorf ont refusé de rapporter l'ordre de grève et celle-ci continue dans la plupart des usines de la région.

INDES

LA GREVE DES FILATURES

Bombay, 30 janvier. — Le nombre des grévistes des filatures atteint maintenant 140.000. Soixante-quinze filatures ont décidé de fermer.

La menace des patrons de fermer les usines, si les ouvriers ne rentraient pas sans condition, n'a eu qu'un effet heureux sur le cours de la grève, et le nombre de grévistes augmente chaque jour.

Spérons qu'ils sauront contraindre le patronat à accepter leurs légitimes revendications.

JAPON

LA DIETE

Tokio, 31 janvier. — La Diète a été dissoute aujourd'hui.

Mais ne craignez rien. Je ne viens pas en ennemi.

Je ne vous comprends pas !

Je viens vous parler de Tonine. Si vous ne voulez pas me recevoir chez vous, faites quelques pas avec moi. Je ne vous retiendrai pas longtemps.

Claudius ne voulut pas paraître avoir peur. Du reste, il se sentait plutôt gêné.

— Soit, dit-il. Ce trottoir est désert. Personne ne peut nous entendre. Retournons. Ils se mirent à marcher l'un à côté de l'autre, lentement, dans la direction des quais.

— Monsieur, dit François, je connais Mlle Tonine depuis deux ans. Avant elle, je n'avais jamais aimé. Du jour où j'ai l'ai connue, elle a été tout pour moi. J'ai renoncé à mes études, j'ai rompu avec mes amis. Mon travail n'a eu qu'un but : lui faire la vie aisée et facile. Je l'associais à tous mes projets d'avenir. Il y a trois mois, je lui ai proposé de l'épouser. Elle a hésité. J'ai voulu savoir la cause de cette hésitation. Je la sais aujourd'hui. Tonine vous aime.

— Elle vous l'a dit ?

— Je le sais. Monsieur Claudius, cette jeune femme est honnête. La faute qu'elle a commise en se donnant à moi est la seule, et encore cette faute n'en serait-elle plus une si elle avait accepté ma main.

Moi mort, Tonine se trouverait dans la situation d'une veuve et serait digne de porter le nom d'un honnête homme. Vous levez-vous d'épouser ?

Claudius s'arrêta brusquement.

Na me répondez pas encore. Si vous consentez, monsieur, je disparaîtrai. Je partirai pour l'Amérique, et vous n'entendrez jamais parler de moi. Je me ferai tuer, si vous l'aimez mieux, dans l'éneute qui se prépare. Ça matin, quand j'ai tout

En lisant les autres...

Poincaré est-il mort ?

En ouvrant l'Action Française d'hier matin nous avons eu un moment de vraie joie. L'organe du nationalisme intégral encadré de grand deuil portait en pleine page le nom de M. Poincaré. Et nous crûmes d'autant plus à la fin de l'Homme de Mort, qu'au cours de l'article de Léon Daudet, qui au cours de l'analyse de l'Article de Poincaré est-il mort ?

En n'entrant pas dans la voie que je lui avais largement tracée vendredi dernier, en ne dévoilant pas d'accords contre les grands voleurs de la sacre et de l'après-guerre, en ne pratiquant pas sur eux financiers ou industriels les larges reprises suffisantes à l'équilibre du budget, le président Poincaré se suicide. On connaît quelques noms de successeurs. Nous n'évoquons tout de suite les intérêts, on l'intéressé, que nous n'accepterons l'accession au pouvoir sous quelque forme que ce soit (ministre de l'Intérieur ou Justice, d'autour politique, si habile, simple, relors, aimable soit-il) qu'à la police des mœurs, par quelque vice ou tare à moitié secrète. Car ces choses se paient, en fin de compte, et selon un mécanisme aujourd'hui bien connu, par le meurtre d'un héros de la guerre (Plaqué) ou d'un enfant (Philippe Daudet). Je répète ici, à l'adresse de Millerand, protecteur assuré-ton, de l'assassin de mon petit garçon, de Marlier, directeur de la Sureté générale, que ce Marlier est perdu, en compagnie de ses deux complices Lannes et Delange, et que quiconque essaiera de les couvrir, si haut placé qu'il soit, se perdra avec eux.

Hélas ! nous avons, quelques lignes plus loin, une grosse déception. Car le député de Paris nous apprend enfin que

En répétant ici ce que j'ai dit à mes collègues vendredi, je ne puis m'empêcher de rappeler que le suicide auquel Poincaré nous conviait en son honneur fut un « suicide pour exprimer son mensonge ». Ensuite, je déclare qu'il fut un véritable mensonge. Car ces choses se paient, en fin de compte, et selon un mécanisme aujourd'hui bien connu, par le meurtre d'un héros de la guerre (Plaqué) ou d'un enfant (Philippe Daudet). Je répète ici, à l'adresse de Millerand, protecteur assuré-ton, de l'assassin de mon petit garçon, de Marlier, directeur de la Sureté générale, que ce Marlier est perdu, en compagnie de ses deux complices Lannes et Delange, et que quiconque essaiera de les couvrir, si haut placé qu'il soit, se perdra avec eux.

Dommage... Cependant Daudet nous promet pour le lendemain de la disparition de son Lorrain un petit régime dont voici l'essentiel :

Ce qu'il faudrait maintenant, pour remplacer Poincaré et pour parer au plus pressé, c'est l'instigation de transition, composée de quelques patrois, trois ou quatre au plus, appartenant aux diverses fractions de la Chambre, et munis de pouvoirs exécutifs. Mais cela devrait être fait vite.

Cela n'aurait rien de réjouissant pour personne. Mais dommage tout de même que le grand deuil de l'A. F. d'hier ait été pour le duc de Montpensier et non pour M. Poincaré. Car le duc de Montpensier ne venait qu'après Mgr le duc d'Orléans dans l'ordre de la primogeniture. Tandis que Poincaré, n'est-ce pas, vient encore avant Léon Daudet dans l'ordre de primogénéiture.

Il leur faut deux millions

Nos comptes sont faits. « Il nous faut deux millions de francs au minimum pour tenir le coup et nous n'avons plus que trois mois pour les rassembler. »

C'est Louis Sellier qui lance l'appel dans l'Humanité au nom du Parti communiste.

Mais, au fond, les bolcheviks du 142 rue Montmartre ne s'en font pas — car ils n'attendent guère après les vrais travailleurs pour trouver les deux millions. Le franc baisse. Le rouillé va monter et un bon chèque de Moscou calmera toutes les inquiétudes.

Les amis de nos amis sont nos amis

Vous connaissez les bons rapports (promesse de mariage) entre la République bolchevique et le gouvernement de M. Mac Donald. Le citoyen Cachin a promis la présence des communistes français aux noces prochaines.

Maintenant voici que d'autres liens coronaux se nouent pour le Premier travailleur... de tendres liens de la main gauche d'après le Premier, se montre un peu moins que par le passé. L'opinion anglaise, ajouté le Premier, se montre un peu moins que par le passé. L'opinion anglaise, et inquiète de la tourmente que vont prendre les événements en Europe. M. Mac Donald se déclare prêt à « faire la moitié du chemin » pour arriver à un règlement définitif, complet et satisfaisant des questions en litige, et il exprime l'espoir que la France fera preuve du même désir de conciliation.

Si nous croisons l'informateur politique du Daily Telegraph, M. Mac Donald, dans sa lettre, informe M. Poincaré de son arrivée au pouvoir et dit ensuite combien il trouve regrettable que les relations franco-britanniques soient devenues, dans les derniers temps, moins cordiales que par le passé. L'opinion anglaise, ajoute le Premier, se montre un peu moins que par le passé. L'opinion anglaise, et inquiète de la tourmente que vont prendre les événements en Europe. M. Mac Donald se déclare prêt à « faire la moitié du chemin » pour arriver à un règlement définitif, complet et satisfaisant des questions en litige, et il exprime l'espoir que la France fera preuve du même désir de conciliation.

— Remiremont, 31 janvier. — Passant avec son auto sous un arbre qui avait glissé en partie sur la route, M. Fréchin et sa mère ont été blessés très grièvement par l'arbre que l'auto accrocha et qui tomba sur la voiture.

— Marseilles, 31 janvier. — A Carqueiranne, un jeune homme de 18 ans, Jules Conti, au service d'un entrepreneur des transports, M. Savano, qui conduisait, est tombé d'un camion automobile et a été tué net par le véhicule.

— Lyon, 31 janvier. — Des voines ont trouvé assassinés M. et Mme Chevrol, âgés respectivement de 73 et 72 ans, qui tenaient une épicerie au numéro 73 de la rue Mariette, dans le quartier de Vaise. Il s'agit de M. Ravat, épicer, et de sa femme.

— Versailles, 31 janvier. — M. Pierre Grosnier, 49 ans, demeurant à Poissy, a été tamponné par un camion automobile dont le conducteur a aussi été blessé. L'auteur de l'accident, Raymond Gravier, 22 ans, a été arrêté.

— Marseilles, 31 janvier. — A Carqueiranne, un jeune homme de 18 ans, Jules Conti, au service d'un entrepreneur des transports, M. Savano, qui conduisait, est tombé d'un camion automobile et a été tué net par le véhicule.

— Lyon, 31 janvier. — Des voines ont trouvé assassinés M. et Mme Chevrol, âgés respectivement de 73 et 72 ans, qui tenaient une épicerie au numéro 73 de la rue Mariette, dans le quartier de Vaise.

— Remiremont, 31 janvier. — Passant avec son auto sous un arbre qui avait glissé en partie sur la route, M. Fréchin et sa mère ont été blessés très grièvement par l'arbre que l'auto accrocha et qui tomba sur la voiture.

— M. et Mme Chevrol, âgés respectivement de 73 et 72 ans, qui tenaient une épicerie au numéro 73 de la rue Mariette, dans le quartier de Vaise. Il s'agit de M. Ravat, épicer.

— M. et Mme Chevrol, âgés respectivement de 73 et 72 ans, qui tenaient une épicerie au numéro 73 de la rue Mariette, dans le quartier de Vaise. Il s'agit de M. Ravat, épicer.

— M. et Mme Chevrol, âgés respectivement de 73 et 72 ans, qui tenaient une épicerie au numéro 73 de la rue Mariette, dans le quartier de Vaise. Il s'agit de M. Ravat, épicer.

— M. et Mme Chevrol, âgés respectivement de 73 et 72 ans, qui tenaient une épicerie au numéro 73 de la rue Mariette, dans le quartier de Vaise. Il s'agit de M. Ravat, épicer.

— M. et Mme Chevrol, âgés respectivement de 73 et 72 ans, qui tenaient une épicerie au numéro 73 de la rue Mariette, dans le quartier de Vaise. Il s'agit de M. Ravat, épicer.

— M. et Mme Chevrol, âgés respectivement de 73 et 72 ans

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Souffleurs de verre de Paris. — Les grèves, après cinq jours de grève et après avoir entendu le secrétaire fédéral et celui de la section régionale, ont décidé de continuer avec énergie la lutte jusqu'à entière satisfaction. Réunion aujourd'hui, à 15 h. Pointage des cartes de grève.

Les premiers secours seront alloués samedi à l'issue de la grande réunion.

Textile de Candas (Somme). — Les ouvriers du tissage Vandesmet ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation de salaires.

Textile de Belfort. — A Anjouey, près de Belfort, les ouvriers et ouvrières du tissage Kahn, Lang et Compagnie sont en grève pour une augmentation de salaires.

Pour le même motif, les tissages Dorcel-Litaise de Rougemont-le-Château, près Belfort, ont également cessé le travail.

Verrières du Giers. — Les verrières ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation de salaires.

Métaux de Molinges (Jura). — Les ouvriers tourneurs de la maison Durand ont cessé le travail, réclamant une augmentation de 15 %.

Diamantaires de Saint-Claude. — Sept cents ouvriers sont en grève, réclamant 15 % d'augmentation.

Ébénistes de Domat-en-Ponthieu (Somme). — Les ouvriers de la fabrique Poiré ont repris le travail après un accord survenu avec le patron.

L'AUTONOMIE au Havre et à Grenoble

Le Syndicat général des Ouvriers du Port et similaires du Havre a tenu une assemblée extraordinaire pour statuer sur les événements survenus le 11 janvier à la Grange-aux-Belles, proteste contre l'assassinat des ouvriers syndicalistes tombés dans un véritable guet-apens du parti dit communiste; et met ce parti au même rang que les assassins des camarades tombés sur les barricades le 26 août 1922, au Havre.

Considérant que la C. G. T. U. n'est plus qu'une succursale du Parti communiste. Pour ces motifs, les Ouvriers du Port du Havre déclarent que leur place n'est plus avec les complices des assassins du prolétariat français. Et décident de reprendre leur autonomie complète, tout en déclarant qu'ils continueront toujours à faire triompher le syndicalisme révolutionnaire.

Envoyent leur plus profond respect et leurs sincères condoléances aux familles des victimes lâchement assassinées par les séides du parti, dit communiste.

Cette décision a été prise par plus de quinze cents syndiqués réunis Salle Franklin.

Le Syndicat du Port du Havre est un des plus importants de la Seine-Inférieure.

Le Secrétaire : F. GILLES.

**
L'Humanité a chanté victoire après le Congrès national des Services Publics. Une victoire à sa façon, celle de l'emprise politique.

Pour elle, c'est la défaite des syndicalistes et la grande victoire des communistes !

Les subordonnés des Services Publics avaient fait état du Syndicat de Grenoble, qui leur restait fermement attaché, d'après eux.

Or, voici la décision qui vient d'être prise :

Le Syndicat des Travailleurs Municipaux de Grenoble, réuni en assemblée générale le 26 janvier 1924, à la Bourse du Travail, après avoir entendu plusieurs camarades sur les diverses tendances diviseuses du C. G. T. U. ;

« Considérant que celle-ci est sous l'emprise d'un parti politique ;

« Décide de se retirer dans l'autonomie jusqu'à ce que les deux C. G. T. aient fait l'unité. »

« S'engage à donner tout son appui moral à toutes les tentatives sérieuses faites pour l'unité. »

Je pense que si beaucoup de syndicats suivent cet exemple, cela donnera à réfléchir à MM. les dictateurs confédéraux.

Le Secrétaire général : MICHEL.

Et au chauffage à Paris

Réuni en assemblée générale le mardi 29 janvier, à la Bourse du Travail, les syndicats des fumistes en bâtiment, moniteurs en chauffage et aides, plafonneurs calorifugeurs, ont décidé de prendre leur autonomie en votant à l'unanimité moins trois voix la déclaration qui suit.

En raison des événements tragiques du 11 janvier 1923, suscités par l'arrogance d'un parti politique voulant à toute force la subordination du syndicalisme, événements qui ont couté la vie à deux camarades.

Considérant que la C.G.T.U., pour laquelle nous avons lutté avec toutes nos forces et tous nos moyens, ne répond plus à nos aspirations, tant par sa mauvaise gestion que par la subordination indéniable des militants qui sont à sa tête, ayant usurpé la confiance des syndiqués par des déclarations qu'ils n'ont jamais mises en application ;

Disciplinés dans nos organismes centraux, nous avons fait confiance à la C.G.T.U. et à l'Union départementale au plus loin des forces humaines. Mais devant le crime du 11 janvier accompli sciemment par des fanatiques agissant par ordre d'individus ayant intérêt à la désagrégation complète du mouvement syndical ;

Considérant qu'après ces événements, toute propagande est impossible, décident de se tenir provisoirement à l'écart de tout organisme ayant encore des attaches avec cette C.G.T.U. qui a trahi les intérêts de la classe ouvrière au même titre que la C.G.I. Lafayette.

Cette décision nous permettra de vivre éloignés du contact de tous les politiciens qui ne peuvent qu'être nuisibles à notre idéal qui reste le triomphe du syndicalisme.

Le secrétaire général, COURTOIS.

Aux ouvriers du Livre

La Minorité Syndicaliste du Livre Parisien est formée. Ses buts sont :

Détruire l'entreprise politique sur les organisations économiques ouvrières;

Faire respecter la Charte d'Amiens;

Les véritables syndicalistes, ceux qui réprouvent l'autorité d'où quelle vienne, se feront un devoir de nous rejoindre dans notre tâche d'épuration. La minorité politique ne doit pas nous écraser, la cohésion de celle-ci nous fait un devoir strict de nous unir.

Euvrer pour la reconstitution de l'Unité syndicale en dehors de toute chapelle;

Lutter contre le fonctionnalisme par la limitation en fait des mandats à tous les échelons de nos organisations.

Pass de lutte de place, mais de l'action réellement syndicaliste et émancipatrice, celle est notre volonté.

Pass d'autonomie affaiblissante, mais l'unité ouvrière génératrice de force.

Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser aux camarades Maret et Richard, à l'imprimerie de l'Union des Syndicats de la Seine, de 8 à 19 heures.

Le bureau provisoire est ainsi formé :

Secrétaire du groupe, Martin; trésorier, Maret; délégués au Comité de la Seine, Cibois et Villain; délégués au Comité central, Mas et Filloux.

Lire les convocations dans *Le Libertaire*.

Comité syndicaliste révolutionnaire des Hospitaliers de l'A.P.

Depuis longtemps notre syndicat s'en va en détresse. Il n'y a plus de commissions de contrôle. Le Conseil syndical est réduit à quelques individus, dont des larbins du P. C. Seul notre camarade Jégou fait face à la meute.

Hospitaliers, votre syndicat est assassiné par les chevaliers du revolver, comme ils ont également assassiné nos camarades dans notre maison.

A tous mes amis et camarades des hôpitaux, je lance un cri d'alarme et j'espère qu'il sera entendu par tous ceux qui en 1919 et 1920 étaient groupés dans les C.S.R.

Il faut que cette nouvelle plaie disparaîsse de notre maison, de notre syndicalisme à nous, car nous, nous sommes des travailleurs et non des gens payés par Moscou pour assassiner les travailleurs.

Je vous le dis, tschekistes français ! Votre verbe criminel ne sera plus entendu dans la section des hospitaliers de l'A.P., la minorité ne le permettra plus.

Le C.S.R. prévient les camarades confédérés et unitaires qu'une série de conférences vont être faites, dans lesquelles nous dirons comment les tschekistes comprennent la lutte de classe.

Le secrétaire, Adrien PLAZANET.

Situation financière du "Libertaire" quotidien au 31 Décembre 1923

COMPTÉ D'EXPLOITATION

(Période du 4 au 31 Décembre 1923)

CREDIT (Produits de l'exploitation) :

Abonnements			
Montant des encassemens.....	23.123 30		
A déduire : valeur des abonnements à servir au 31 décembre	18.429 "	4.694 30	
Vente de numéro :			
Montant des encassemens.....	45.218 55		
A ajouter : ventes à recevoir au 31 décembre	21.952 90	67.171 45	
Vente des bouillons.....		516 "	
Souscriptions permanentes.....		6.423 85	
		78.805 60	
DEBIT (Frais d'exploitation et Frais généraux) :			
Papier et impression.....	61.545 25		
Routage et transport			
Montant des paiements.....	6.943 75		
A ajouter : routage et transport à payer au 31 décembre	3.418 45	10.362 20	
Informations		3.000 "	
Clichés et dessins		849 30	
Rédaction et administration.....		7.279 50	
Frais généraux		1.946 55	
		84.982 80	84.982 80
Déficit d'exploitation.....		6.177 20	

BILAN au 31 Décembre 1923

ACTIF :

Frais de premier établissement.....	3.662 75		
Cautionnement Maison Hachette.....	10.000 "		
Caisse	5.698 50		
Banque des Coopératives.....	50.911 95		
Sébastien Faure.....	7.549 10		
Souscriptions à recevoir (sur l'Emprunt).....	3.100 "		
Libertaire » hebdomadaire.....	1.451 45		
Ventes au numéro à recevoir.....	21.952 90		
Compte d'attente.....	351 60		
Total de l'actif.....	104.678 25	104.678 25	
PASSIF :			
Emprunt	89.008 "		
Routage et transport à payer.....	3.418 45		
Abonnements à servir	18.429 "		
Total du passif.....	110.855 45	110.855 45	
Excédent de passif.....		6.177 20	

Voyons où nous en sommes

La situation de notre quotidien sans être alarmante est néanmoins bien loin d'être satisfaisante.

Il est vrai que nous avons eu à assurer la permanence de l'entreprise pour la prospérité de la maison Hachette. Nous avons continué à assurer la publication de l'hebdomadaire « L'Humanité » alors que le nombre des camarades qui avaient fait leur abonnement au quotidien était très peu élevé. Nous avons agi ainsi jusqu'au 20 décembre.

Depuis et jusqu'à la fin du mois, 2.000 numéros ont été expédiés journalièrement malgré que nous n'ayons encore que quelques centaines d'abonnés. Heureusement qu'à partir du 1^{er} janvier un gros effort fut fourni par nos amis et aujourd'hui nous avons plus de 1.600 abonnés quotidiens.

C'était un beau résultat, mais combien insuffisant ! En effet si nous voulons vivre et vivre comme nous l'entendons, c'est-à-dire sans fil à la pâtre, proprement. Nous visiter les dépôts et nous tenir au courant. Il nous faut 1.000 lecteurs de plus.

Nous renouvelons notre appel à tous nos amis pour régulariser cette vente. Qu'ils viennent nous visiter les dépôts et nous tenir au courant. Nous avons compris le plus possible nos dépenses. Un seul moyen s'offre à nous pour équilibrer notre budget : augmenter nos recettes.

Avant de faire cela, nous assurons la parution normale de notre organe. Nous n'engagerons pas en affirmant que partout ailleurs pour un journal fait dans les mêmes conditions, il y a un personnel deux fois supérieur en nombre.

Nous avons fait l'achat d'une machine à faire les adresses ce qui nous évitera de passer par un intermédiaire et nous permettra une économie assez sensible.

Que chacun y mette du sien. Tous sans exception nous devons nous charger de faire connaître le « Libertaire » quotidien dans notre entourage.

Ainsi, sympathisants camarades, faites aimer votre journal. Si vous le pouvez prenez un second abonnement que vous adressez à une personne susceptible de nous comprendre.

Camarades, sympathisants amis, songez que sans vous nous ne pouvons rien.

Agissez sans perdre une minute !

Pour le Conseil d'Administration : Henri LENTENTE,

Formons des Sections de défense syndicale

Pour nombre de camarades, la dernière et magistrale râclée administrée aux orthodoxes à l'assemblée plénière du S.U.B., semble les avoir satisfaits et, de bonne foi, ils pensent que leurs efforts doivent s'arrêter au nettoyage de dimanche dernier.

Ce faisant, ils commettent une grave erreur ; c'est pour connaître les gens qui vont chercher leurs mots d'ordre syndicalistes chez les paténets de la calomnie, pour croire qu'ils tiendront pour valable l'avertissement des travailleurs syndiqués.

Ils sont prêts à s'accrocher dans toutes les sections du S.U.B. comme les leaders laissent entendre qu'ils sont décidés à prendre une revanche, probablement lorsqu'ils seront quelques centaines sur un petit nombre de confiants !

C'est à nous de montrer que leur espérance est vainue ; c'est à nous de leur dire qu'ils ne pourront recommander ce qu'ils ont fait une fois. Au contraire des jésuites rouges, c'est à visage découvert que nous devons aller à la bataille.

Il faut que nous sachions bien que de nombreux ouvriers, dont on peut contrôler l'emploi, sont décidés à créer des sections de défense syndicale doivent être prêtes à faire face aux centaines ramassées un peu partout et dans toutes les classes. Ces sections ne seront pas, comme les gardes rouges, astreintes à une discipline de fer où le *perinde ad cadaver* est de rigueur, mais elles seront un organisme souple qui chaque individu conservera son libre arbitre.</p